



Les mécanismes de financement participatif : un outil innovant au service de la transition écologique ?

*Le potentiel des projets citoyens d'énergie renouvelable
dans le contexte de la transition énergétique*

Institut du Développement Durable et des Relations Internationales

41 rue du Four – 75006 Paris - France

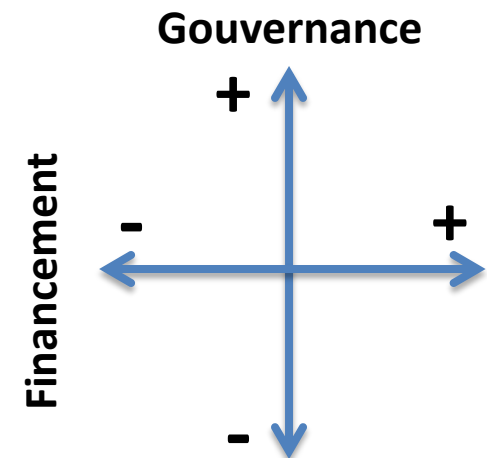
www.iddri.org

L'enjeu du financement de la transition énergétique

- **Une stratégie nationale ambitieuse:** le projet de loi TECV
- **Mobilisation des investissements :** entre 40 et 60 Mrd. € par an en France
 - Différents secteurs: énergie, bâtiment, mobilité
 - Des caractéristiques similaires: maturité longue, intensité capitalistique très forte (CAPEX / OPEX)
- **L'épargne des ménages,** une source de financement considérable: près de 4000 Mrd. € (hors immobilier)
- Un agenda émergent autour des modèles alternatifs: « économie sociale et solidaire », « économie du partage », « finance solidaire »

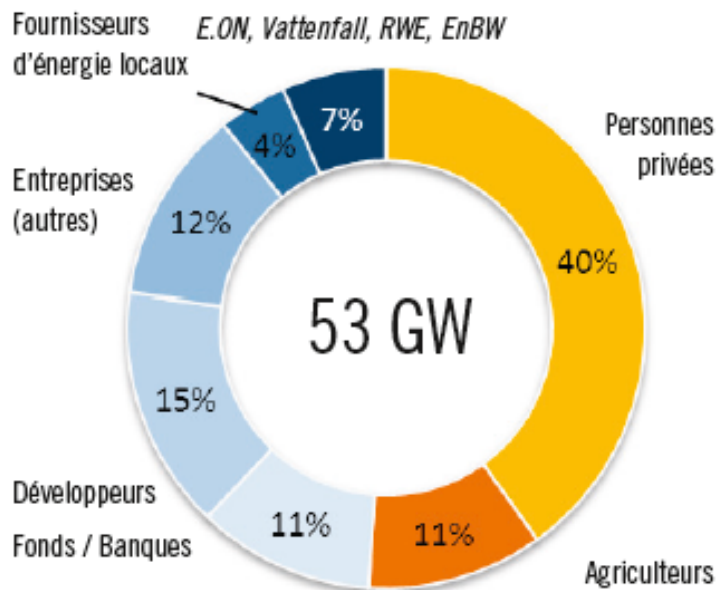
Les mécanismes participatifs: un enjeu de gouvernance

- **DNTE** : « *Une transition par tous et pour tous* »
 - Quelles formes de participation à quel niveau ?
 - **Avec quels objectifs?**
 - Les problèmes de définition:
 - « Projet citoyen » / « participatif »
 - « projet local » ou « territorial »
 - « financement citoyen » / « participatif »
- ➔ Différents modèles, différentes vertus ?
- ➔ Quel potentiel d'hybridation ?



Les projets citoyens en Allemagne

Figure 1. Structure de possession des capacités renouvelables installées entre 2000 et 2010



Part des installations en possession des citoyens et agriculteurs par source

Biomasse	72 %
Photovoltaïque	61 %
Eolien terrestre	53 %

Source : Trend:Research 2012

- Flexibilité du statut juridique de la coopérative
 - Réglementation favorable pour l'appel à l'épargne
 - Facilités d'accès au financement bancaire préférentiel
 - Constitution d'un « écosystème » d'acteurs
 - Attractivité financière
 - Stabilité des mécanismes de soutien
 - Procédures administratives & raccordement
-
- **Nouveaux blocages: transposition directive AIFM & évolution des mécanismes de soutien ENR**

L'évolution du cadre réglementaire français

- **Volonté publique affirmée de soutenir les mécanismes de financement innovants et la participation citoyenne:**
 - loi ESS & ordonnance et décret « financement participatif »
 - Dispositions de la loi TECV (article 26 & 27)
- **Questions :**
 - 1) *Quelle rôle accordé à l'économie sociale et solidaire en France ?*
 - 2) *Focus sur l'intermédiation au détriment de l'émergence des projets ?*
 - 3) *Quelle approche, quels objectifs ? Participation financière minoritaire (obligatoire?) vs. projets d'initiative citoyenne ?*
 - 4) *Quel rôle pour les collectivités et les acteurs privés dans le déploiement des projets citoyens?*
 - 5) *Quel potentiel futur eu égard à l'évolution des mécanismes de soutien aux énergies renouvelables ?*

Merci pour votre attention

Contact :

Andreas Rüdinger

Pôle Energie – Climat

andreas.rudinger@iddri.org



www.iddri.org

- Rüdinger, A., 2015: *Éléments d'analyse pour une approche stratégique du financement de la transition énergétique en France*, Working Paper 01/2015, Iddri
- Rüdinger, A. et al. 2014: *Getting out of the Perfect Storm: towards coherence between electricity market policies and EU climate and energy goals*, Working Paper 12/2014, Iddri.
- Rüdinger, A. / Poize, N. 2014: *Projets citoyens pour les énergies renouvelables. Une comparaison France-Allemagne*. Working Paper 01/2014